

Unité départementale Nièvre-Yonne
Pôle Carrières, Matériaux, Déchets
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 14 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV Yonne Métaux

22 avenue Jean Mermoz

89000 AUXERRE

Références : 220619
Code AIOT : 0005401581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/09/2022 dans l'établissement SUEZ RV Yonne Métaux implanté 22 avenue Jean Mermoz 89000 AUXERRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection fait suite au déclenchement du portique de la radioactivité du site le 29 août 2022 et de l'incendie d'une benne de déchets le 22 août 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Yonne Métaux
- 22 avenue Jean Mermoz 89000 AUXERRE
- Code AIOT : 0005401581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'entreprise SUEZ est autorisée à la récupération et au recyclage de déchets industriels banals dans son établissement sur le territoire de la commune d'Auxerre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- radioactivité
- risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	MESURES D'INFORMATION EN CAS D'INCIDENT GRAVE OU D'ACCIDENT	Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 39	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES	Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Contrôles extincteurs	Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 33	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (IIC) a constaté que le site a bien géré les deux incidents qui ont eu lieu au mois d'août 2022 selon les procédures en vigueur sur le site. L'exploitant a prévenu sans délai l'IIC.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2017, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A 2710-1-a Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial. Déchets dangereux. 30 tonnes 2713-1 transit, regroupement ou tri de déchets de métaux non dangereux de métaux. 5 000 m ² (E) 2714-1 transit, regroupement ou tri de déchets de métaux non dangereux de papiers/cartons/plastiques. 2 500 m ³ (E) 2791-1 traitement déchets non dangereux. 30 t/j E 2712-1-b VHU 1 200 m ² DC 2710-2-b collecte déchets. 290 m ³ 2716-2 transit déchets non dangereux non inertes 250 m ³
Constats : Par courrier du 25 juin 2022, la société SUEZ a informé le préfet et la DREAL de la cessation de l'activité VHU sur le site. Le jour de l'inspection, l'IIC a constaté qu'aucun VHU n'est présent sur le site. La rubrique 2712-1-b du tableau de classement des activités de l'AP du 05/07/2017 est supprimé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures d'information en cas d'incident grave ou d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Information en cas d'incident grave ou d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'incident grave survenant du fait des installations définies dans le présent arrêté ou des installations annexes, et qui seraient de nature à mettre en jeu l'intégralité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens qui pourraient présenter des dangers ou des inconvénients, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'Environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments, l'exploitant en averti dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télex) l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Il fournit à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour le pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.</p> <p>Constats : Dans la nuit du 22 août 2022, un incendie a eu lieu dans une benne sur le site. L'alerte a été donnée par un particulier qui a appelé le numéro d'urgence affiché à l'entrée. L'appel a été géré via la centrale d'appel du groupe SUEZ puis le cadre du site. L'alerte a été donnée à 20 h 10, les pompiers sont intervenus sur site et un salarié est arrivé sur site à 20 h 45. Après extinction de l'incendie, la société a mandaté une société de gardiennage afin de surveiller la benne pour prévenir en cas de reprise de feu.</p> <p>L'exploitant a prévenu les services de la DREAL le 23 août 2022, cependant l'exploitant n'a pas utilisé l'adresse mèl générique de l'UiD. L'exploitant doit veiller à prévenir systématiquement les services de l'UiD DREAL sur l'adresse mèl adaptée.</p> <p>L'IIC a consulté la consigne de mise en œuvre des vannes d'isolation des eaux. Cette consigne a bien été mise en œuvre le 22 août 2022. L'IIC a, par ailleurs, consulté le BSD d'évacuation des eaux d'extinction d'incendie qui ont été éliminées le 24 août 2022 par la société SARP OSIS. 14,52 tonnes de déchets ont été éliminées.</p> <p>Le 29 août 2022, un déclenchement du portique de détection radioactif a eu lieu. L'exploitant a prévenu les services de la DREAL par mèl. Conformément à la procédure du site, le chargement contrôlé a été mis à l'isolement.</p> <p>Pour les deux incidents, l'exploitant doit transmettre le rapport d'analyse associé selon le modèle BARPI https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/ sous un délai d'1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Plan d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 32.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en oeuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.
Constats : Le site dispose de fiches reflexes et de consignes en cas d'incendie. L'IIC a notamment consulté la consigne de mises en œuvre des vannes d'isolement du site en cas d'incendie. L'exploitant a indiqué à l'IIC que des modernisations des pratiques et des outils sont en cours aux différents retours d'expérience des sites du groupe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conformité aux plans et données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux plans et données techniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.
Constats : L'IIC a constaté que le mur extérieur des alvéoles de stockages n'est plus en bon état. Par certains endroits, le mur est abîmé et ne permet plus de contenir les déchets dans les alvéoles. L'exploitant a indiqué qu'un devis de changement du mur avait été effectué. L'exploitant doit transmettre ledit devis à l'IIC ainsi que l'échéancier des travaux de remise en conformité. L'exploitant transmettra par la suite l'attestation de fin de travaux et les fiches caractéristiques de résistance au feu des matériaux utilisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Gestion déchets réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion déchets réceptionnés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
Constats : Le site dispose d'un portique de détection de la radioactivité. Une procédure de gestion des alarmes ainsi qu'une fiche réflexe sont aussi à disposition du personnel. Un déclenchement avait auparavant eu lieu en février 2019. La société ONET avait été mandatée par SUEZ pour assurer la gestion des déchets radioactifs. Il s'agissait de déchets d'Iode131. L'IIC a consulté le rapport d'intervention de la société ONET.
Observations : La procédure du groupe prévoit un exercice annuel de déclenchement du portique. L'exploitant a indiqué que les exercices sont réalisés tous les 3 ans sur le site. Le site doit mettre à jour sa procédure ou respecter la procédure du groupe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens matériels et humains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 32.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens matériels et humains
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 32.5.1. - Moyens matériels L'établissement dispose d'une trentaine d'extincteurs adaptés aux feux à combattre répartis sur toute l'installation. Ces matériels doivent être accessibles et utilisables en toutes circonstances, conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.
32.5.2. - Moyens humains L'exploitant constitue une équipe de première intervention formée à la lutte incendie.
Constats : L'exploitant dispose d'un personnel formé à l'utilisation des équipements de lutte contre l'incendie. Le 6 juillet 2022, 7 salariés ont bénéficié d'une formation. Le site est équipé d'extincteurs (poudre, eau et CO ₂) et d'un RIA répartis sur l'ensemble de l'établissement. Des poteaux incendie sont présents à l'entrée du site. Ces poteaux ont été utilisés par les pompiers lors de l'incendie du 22 août 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Voies et aires de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 30.1
Thème(s) : Risques chroniques, Voies et aires de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sont facilement accessibles par les services de secours. Les voies et aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services de lutte contre l'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées.
Constats : L'IIC a constaté que les voies sont dégagées. Les pompiers disposent d'un accès défini afin d'entrer sur le site. Lors de l'incendie du 22 août 2022, les pompiers ont pu accéder facilement à la zone incendiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Contrôles extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 33
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.
Constats : L'IIC a consulté le rapport générique de vérifications des moyens de lutte contre l'incendie du 01/06/2022. La vérification par la société Dessautel a été faite sur 19 extincteurs à poudre, 9 à eau, 7 à CO ₂ , 2 extincteurs sur roues et de 1 RIA. Lors de la visite, l'IIC a constaté que la date de vérification de l'extincteur n° 37 indique 2021. L'exploitant doit présenter le rapport de vérification de 2022 de l'extincteur n° 37.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Entretien et maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances toxiques dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions ainsi que ceux nécessaires à la sécurité. Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence. Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.
Constats : L'IIC a consulté les rapports de vérifications du radiamètre et des portiques de détection de la radioactivité du site. Ces contrôles ont été réalisés par le fabricant des appareils, la société Bertin en mai 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE : Planche photographique



Figure 1 : mur endommagé séparant les alvéoles de déchets



Figure 2 : extincteur n°37